

J'ai 67 ans. Ces derniers 50 ans j'ai vécu l'une des périodes les plus sombres qui ait connue mon peuple à cause des états espagnol et français, en particulier celle du franquisme au Pays Basque sud. J'ai été torturé trois fois, la dernière en 2002. Je suis, en fait, l'une des quelques 7.000 personnes torturées ces derniers 50 ans. C'est pour cette raison là que j'ai décidé de m'installer en Pays Basque nord car, ni mon esprit ni mon corps supporteraient d'être torturé une quatrième fois. Je dois aussi préciser que, pendant toutes ces années, j'ai vu revivre notre peuple qui se trouvait voué à la disparition et que moi-même j'ai été acteur de cette résurgence (revirement) politique, culturelle et sociale. Néanmoins, notre peuple n'est pas encore parvenu à être souverain.

Il y a deux ans, deux événements majeurs qui ont amené d'importants changements se sont produits. Le premier est la Conférence d'Aiete et le second l'arrêt de la lutte armée de la part d'Euskadi ta Askatasuna (ETA). Lors de la Conférence d'Aiete, avec l'ex-président de l'ONU Kofi Annan à la tête, de nombreuses personnalités de tout le monde ont établi, devant des acteurs politiques et sociaux de tout Euskal Herria, une feuille de route dirigée à surmonter, d'une fois pour toutes, le conflit politique armé et à instaurer les conditions pour que le Pays Basque puisse parcourir son propre chemin.

Malheureusement, force est de constater que seule Euskadi ta Askatasuna a tenu parole à 100%.

Devant l'attitude négative des deux états, le Collectif d'Exilés-ées Politiques Basques (CEPB) avons décidé, comme beaucoup d'autres l'avaient déjà fait au Pays Basque, que nous aussi devons nous activer afin que le processus de paix puisse se développer. Dans ce but, le 15 juin nous avons présenté, d'abord aux acteurs politiques, sociaux et culturels et ensuite publiquement, notre proposition, notre feuille de route, qui va dans le même sens que celle de la Conférence d'Aiete.

Cependant, au lieu d'accueillir positivement la proposition constructive du CEPB, les deux états ont répondu par un nouveau coup répressif. Après une campagne médiatique très agressive, trois exilés basques avons été arrêtés et jugés. Le mandat d'arrêt européen a été refusé pour deux d'entre eux. Ces deux camarades ont été sciemment utilisés pour donner une image d'impartialité car l'objectif réel de ces parodies de procès n'est autre que de se servir du mandat d'arrêt européen pour faire obstacle à la feuille de route du CEPB. IL EST EVIDENT QU'IL S'AGIT D'UN PROCES POLITIQUE.

Devant cette situation, différentes personnalités institutionnelles et politiques ainsi que des mouvements sociaux et des personnes référentielles du monde culturel ont émis le besoin de répondre avec une attitude d'insoumission et désobéissance pour, ainsi, socialiser la proposition du CEPB et qu'elle puisse être défendue par la société elle-même. Autrement dit, pour que, malgré l'attitude de deux états, le processus démocratique puisse être mené jusqu'au bout.

Encouragé par l'attitude responsable et digne d'admiration de ces acteurs, j'ai décidé de choisir l'insoumission puisque, étant l'un des porte-paroles du CEPB, mon engagement est de continuer à travailler jusqu'à ce que le dernier des exilés et déportés puissions vivre au Pays Basque en liberté.

Tout au long de l'histoire, beaucoup de belles paroles ont loué la générosité d'Euskal Herria. A titre d'exemple, nombreux historiens ont raconté ce passage: « *Au printemps 1945, une brigade basque prend part à la bataille pour la libération des ports de l'Atlantique. De Gaulle la félicite à Bordeaux: il embrasse le drapeau basque, en disant: 'La France n'oubliera jamais ce que les Basques ont fait pour elle'*».

Je veux souligner que seul le peuple donne du contenu aux belles paroles. Le peuple est le pilier et la garantie pour que Euskal Herria puisse aller de l'avant. C'est pourquoi j'appelle tous les citoyens et citoyennes à rester mobilisés afin que nous atteignons la véritable paix si nécessaire et si désirée. LE PEUPLE EST NOTRE SOUFFLE ET NOTRE CAUSE.

Pour finir, je ne peut pas trouver les mots pour décrire la chaleur, la solidarité et le soutien que j'ai reçu de la part de mes voisins et concitoyens. Esker mila et bon courage à tous et à toutes.

JOKIN ARANALDE, PORTEPAROLE DU CEPB